

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Logement, de l'Environnement, de la Conservation de la nature et de la Politique de l'eau de la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 septembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale "déterminant la forme et le contenu des demandes d'autorisation d'exécuter des travaux à un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé ainsi que la procédure d'octroi des autorisations", a donné le 13 octobre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 september 1993 door de Minister van Huisvesting, Leefmilieu, Natuurbehoud en Waterbeleid van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van besluit van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest "tot vaststelling van vorm en inhoud van de vergunningsaanvragen om werken uit te voeren aan een goed dat tot het onroerend erfgoed behoort en beschermd of ingeschreven is op de bewaarlijst alsook tot vaststelling van de procedure tot het verkrijgen van die vergunningen", heeft op 13 oktober 1993 het volgend advies gegeven :

Intitulé.

Il vaudrait mieux écrire l'intitulé plus simplement de la manière suivante :

"Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux demandes d'autorisation d'exécuter des travaux à un bien relevant du patrimoine immobilier inscrit sur la liste de sauvegarde ou classé".

Préambule.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Article 1er.

1. Au 2°, les mots "visée à l'article 3, § 1er, de l'ordonnance du 4 mars 1993 relative à la conservation du patrimoine immobilier" sont inutiles et doivent être omis.

2. Le texte néerlandais du 3° devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. L'arrêté en projet fait, à plusieurs reprises, mention du Service des monuments et des sites. Pour éviter de devoir reproduire chaque fois la dénomination de ce service, mieux vaut, à l'article 1er, ajouter un 4º, rédigé comme suit :

"4º le Service, le Service des monuments et des sites".

Article 2.

Le texte néerlandais de l'article 2 en projet devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin de l'article 2, on omettra les mots "du présent arrêté".

Article 3 (1).

1. La phrase introductive s'écrit comme suit :

"Art. 3. Le dossier de la demande est complet lorsque celle-ci est accompagnée des documents suivants :".

(1) Les mêmes observations valent pour la liste des documents et renseignements que contient l'annexe.

2. Au 1^o, b, de l'accord des déléguées du Gouvernement, on ajoutera les mots "lorsque la demande concerne des travaux de restauration".

3. Au 1^o, c, de l'accord des déléguées du Gouvernement, les mots "de restauration" seront omis.

Le texte néerlandais du 1^o, c, en projet, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du 2^o devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Au 2^o, l'énumération ne peut être interrompue par des phrases incidentes. Celles-ci doivent être reportées à la fin de l'article, pour en former les alinéas 2 à 4, l'alinéa 2 commençant par les mots "En ce qui concerne la description prévue au 2^o, ...".

En outre, la phrase commençant par les mots "Chaque poste ...", devenant l'alinéa 3, serait mieux rédigée comme suit :

"Chaque poste doit être décrit avec la plus grande précision possible en ce qui concerne :

.../...

- 1º la nature des matériaux mis en oeuvre;
- 2º les techniques utilisées;
- 3º les quantités de matériaux mises en oeuvre".

Le texte néerlandais de la phrase commençant par "De aangewende hoeveelheid materialen moet ...," devenant l'alinéa 4, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au 3º, on omettra les mots "telle que décrite au 2º, et reprise sous son numéro d'ordre."

6. Compte tenu des explications des déléguées du Gouvernement, le 4º doit être rédigé comme suit :

"4º le cahier des charges, si les travaux envisagés requièrent le concours d'un architecte;"

7. Il résulte du 5º que le demandeur doit indiquer le nom de l'entrepreneur, si celui-ci a déjà été choisi.

Par ailleurs, en vertu du 8º, lorsque la demande concerne un bien classé et que le demandeur est une personne de droit privé, la demande doit être accompagnée d'au moins trois devis d'entrepreneurs distincts. Ceci semble impliquer qu'en pareil cas, le choix de l'entrepreneur ne

.../...

pourrait pas avoir été fait avant l'introduction de la demande d'autorisation.

Il appartient aux auteurs du projet de préciser davantage leur intention à cet égard et d'adapter les textes en conséquence.

8. Le 6° serait mieux rédigé comme suit :

"6° un relevé précis des éléments architecturaux ainsi que les plans d'exécution des éléments proposés en remplacement, en cas de démontage d'éléments de cette nature;"

9. Au 7°, on écrira :

"7° le métré estimatif, lorsque le bien est classé;"

10. Le texte néerlandais du 8°, première phrase, serait mieux rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Au début de la disposition, mieux vaut écrire :

"Art. 4. La demande d'autorisation et ses annexes sont transmises au Service ...".

.../...

2. Si, comme on peut le supposer, les auteurs du projet entendent prévoir qu'en cas de dépôt de la demande au Service des monuments et des sites, l'accusé de réception doit être délivré sur-le-champ, il convient de le préciser.

Article 5.

La disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Art. 5. Dans les vingt jours de la réception de la demande d'autorisation, le service adresse au demandeur, par pli recommandé à la poste, un avis indiquant que le dossier de demande est complet ou ne l'est pas.

A défaut d'avis adressé dans ce délai, le demandeur est réputé avoir introduit un dossier complet.

Lorsque le dossier est incomplet, l'avis adressé au demandeur mentionne les documents ou renseignements manquants. En ce cas, la demande n'est complète que lorsque le service reçoit les documents ou renseignements manquants."

Article 6.

1. Comme le projet n'organise pas, pour les décisions octroyant ou refusant l'autorisation, un régime de motivation plus contraignant que celui résultant de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des

.../...

actes administratifs, les mots "est motivée et" figurant à l'alinéa 1er, doivent être omis.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er en projet serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. A l'alinéa 2, mieux vaut remplacer les mots "un permis d'urbanisme s'il échet en application de l'ordonnance du 29 août 1991 organique de la planification et de l'urbanisme" par les mots ", notamment un permis d'urbanisme."

Article 7.

Le texte néerlandais de l'article 7, en projet, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

La publication de l'arrêté en projet au Moniteur belge sera assurée de manière telle que son entrée en vigueur ne précède pas celle de l'ordonnance du 4 mars 1993.

.../...

Article 9.

Le texte néerlandais devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Observations finales.

1. Sauf pour l'article 1er, les dispositions du projet doivent être numérotées "Art. 2.", "Art. 3.", etc. ... et non "Article 2 :", "Article 3 :", etc...

2. Chaque point d'une énumération, doit se terminer par un point-virgule, non par un point. L'observation vaut pour l'article 3, 1^o, d), 2^o, 3^o, 5^o et 6^o.

3. Le texte néerlandais de l'annexe devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de plusieurs dispositions du projet et de l'annexe est susceptible d'amélioration. A ce sujet, quelques propositions de texte ont été faites dans le présent avis.

Opschrift.

Het zou beter zijn het opschrift als volgt te vereenvoudigen :

"Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aanvragen om vergunning voor het uitvoeren van werkzaamheden aan een goed dat behoort tot het op de bewaarlijst ingeschreven of beschermde onroerende erfgoed".

Aanhef.

Men schrijve "Brusselse Hoofdstedelijke Regering". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp en voor de bijlage.

Men schrijve "het onroerende erfgoed" in plaats van "het onroerend erfgoed". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp en voor de bijlage.

Bepalend gedeelte.Artikel 1.

1. In onderdeel 2° zijn de woorden "beoogd bij artikel 3, § 1, van de ordonnantie van 4 maart 1993 inzake het behoud van het onroerend goed" overbodig en behoren ze te vervallen.

.../...

2. In onderdeel 3^o vervange men de woorden "de werken" door de woorden "de werkzaamheden" en de woorden "beoogd bij" door de woorden "bedoeld in". Deze opmerkingen gelden voor het gehele ontwerp en de bijlage.

3. In het ontworpen besluit wordt vaak verwezen naar de Dienst Monumenten en Landschappen. Om de benaming van die dienst niet iedere keer te hoeven herhalen, zou het beter zijn aan artikel 1 een 4^o toe te voegen, luidende :

"4^o de Dienst, de Dienst Monumenten en Landschappen".

Artikel 2.

Men schrijve "de aanvraag om vergunning voor het uitvoeren van werkzaamheden aan een goed dat tot het op de bewaarlijst ingeschreven of beschermde onroerende erfgoed behoort" in plaats van "de vergunningsaanvraag voor het uitvoeren van werken aan een goed dat tot het onroerend erfgoed behoort en beschermd of ingeschreven is op de bewaarlijst". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp en voor de bijlage.

Aan het einde van artikel 2 vervange men de woorden "aan de hand van het formulier dat conform is aan de bijlage van dit besluit" door de woorden "door middel van een formulier conform de bijlage".

.../...

Artikel 3 (1).

1. De inleidende zin moet als volgt gesteld worden :

"Art. 3. Het dossier van de aanvraag is volledig wanneer zij vergezeld gaat van de volgende stukken :".

2. In 1º, b, voege men de woorden "wanneer de aanvraag betrekking heeft op restauratiewerkzaamheden" toe. De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

3. In de Franse tekst van 1º, c, vervallen de woorden "de restauration". De gemachtigden van de Regering zijn het daarmee eens.

In de Nederlandse tekst zou het beter zijn te schrijven :

"c) een historische studie wanneer de geplande werkzaamheden bedoeld zijn om de bestaande staat van de beschermde delen van het tot het onroerende erfgoed behorende goed te wijzigen;".

(1) Dezelfde opmerkingen gelden voor de lijst van stukken en inlichtingen in de bijlage.

4. In 2° vervange men de woorden "voorziene" en "aangewende" door het woord "beoogde".

In 2° mag de opsomming niet worden onderbroken door tussenzinnen. Die moeten aan het einde van het artikel komen in de vorm van een tweede tot en met een vierde lid, waarbij het tweede lid als volgt luidt : "Wat de beschrijving voorgeschreven in 2° betreft, moet elke functie voor elke categorie van werkzaamheden, en zelfs binnen elke categorie, omschreven en aangegeven worden met een verschillend volgnummer".

Voorts zou het beter zijn de zin die begint met de woorden "Elke functie ...", die het derde lid wordt, als volgt te redigeren :

"Elke functie moet zo nauwkeurig mogelijk beschreven worden aangaande :

1° de aard van de gebruikte materialen;

2° de aangewende technieken;

3° de gebruikte hoeveelheid materialen".

In de zin die begint met de woorden "De aangewende hoeveelheid materialen moet ...", die het vierde lid wordt, schrijve men "De aan te wenden hoeveelheid ..." in plaats van "De aangewende hoeveelheid ..." en "... de voorafgaande uitvoering van belangrijke werkzaamheden." in plaats van

.../...

"... de uitvoering van belangrijke voorafgaande werkzaamheden."

5. In 3° vervallen de woorden "zoals omschreven bij 2° en onder het volgnummer".

6. Gelet op de uitleg van de gemachtigden van de Regering moet 4° als volgt worden gesteld :

"4° het bestek, wanneer de geplande werkzaamheden de medewerking van een architect vereisen;"

7. Uit 5° blijkt dat de aanvrager de naam van de aannemer moet vermelden, wanneer die al is gekozen.

Bovendien moet de aanvraag krachtens 8°, wanneer zij betrekking heeft op een beschermd goed en de aanvrager een privaatrechtelijke persoon is, vergezeld gaan van ten minste drie bestekken van verschillende aannemers. Dat lijkt in te houden dat, in een zodanig geval, de aannemer niet kan worden gekozen voordat de vergunningsaanvraag is ingediend.

De stellers van het ontwerp behoren hun bedoeling daaromtrent nog meer te verduidelijken en de teksten dienovereenkomstig aan te passen.

.../...

8. Het zou beter zijn 6° als volgt te stellen

"6° een nauwkeurige lijst van de architecturale bestanddelen, alsook de uitvoeringsplannen voor de bestanddelen die ter vervanging worden voorgesteld, wanneer bestanddelen van die aard uiteengenomen worden;".

9. In 7° schrijve men :

"7° de opmeting-begroting, wanneer het goed beschermd is;".

10. Het zou beter zijn de eerste volzin van 8° als volgt te stellen :

"Wanneer de aanvraag betrekking heeft op een beschermd goed en de aanvrager een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke persoon is, moeten bij de aanvraag bovendien ten minste drie bestekken van verschillende aannemers worden gevoegd".

Artikel 4.

1. Aan het begin van de bepaling zou het beter zijn te schrijven :

"Art. 4. De vergunningsaanvraag en de bijlagen ervan worden in vijf exemplaren, hetzij overgezonden bij een ter post

.../...

aangetekend schrijven, hetzij ingediend bij de Dienst Monumenten en Landschappen die een ontvangsbewijs afgeeft".

2. Wanneer de stellers van het ontwerp, zoals kan worden vermoed, willen vaststellen dat het ontvangsbewijs onmiddellijk moet worden afgegeven wanneer de aanvraag bij de Dienst Monumenten en Landschappen wordt ingediend, dan moet dat worden verduidelijkt.

Artikel 5.

Het zou beter zijn de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 5. Binnen twintig dagen na ontvangst van de vergunningsaanvraag stuurt de dienst naar de aanvrager bij een ter post aangetekend schrijven een bericht waarin staat of het dossier van de aanvraag al dan niet volledig is.

Wanneer binnen die termijn geen bericht is versuurd, wordt de aanvrager geacht een volledig dossier te hebben ingediend.

Wanneer het dossier onvolledig is, wordt in het bericht aan de aanvrager vermeld welke stukken of inlichtingen ontbreken. In dat geval is de aanvraag pas volledig wanneer de dienst de ontbrekende stukken of inlichtingen ontvangt".

.../...

Artikel 6.

1. Aangezien het ontwerp voor de beslissingen tot toekenning of weigering van de vergunning geen dwingender motiveringssysteem instelt dan dat van de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen, behoren de woorden "met redenen omkleed en" in het eerste lid te vervallen.

Voorts zou het beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"De beslissing tot toekenning of weigering van de vergunning om werkzaamheden uit te voeren wordt bij een ter post aangetekend schrijven ter kennis gebracht van de aanvrager. Een kopie van de beslissing wordt verstuurd naar het ... aangewezen ter uitvoering van ... (voorts zoals in het ontwerp".

2. In het tweede lid zou het beter zijn de woorden "die zou vereist zijn in uitvoering van de ordonnantie van 29 augustus 1991 houdende organisatie van de planning en de stedenbouw" te schrappen en de woorden "en met name een stedenbouwkundige vergunning" te vervangen door de woorden "inzonderheid een stedenbouwkundige vergunning".

Artikel 7.

1. In paragraaf 1 vervange men de woorden "Wanneer de aanvrager, in uitvoering van dit besluit toegelaten wordt werken uit te voeren", door de woorden "Wanneer de aanvrager

.../...

met toepassing van dit besluit toestemming krijgt om werkzaamheden uit te voeren,".

2. In paragraaf 2, eerste lid, schrijve men : "de beslissing waarbij de werken worden toegestaan" in plaats van "de beslissing tot toelating der werken".

3. In paragraaf 2, tweede lid, schrijve men : "het origineel" in plaats van "het originele".

Artikel 8.

Bij de bekendmaking van het ontworpen besluit in het Belgisch Staatsblad dient ervoor gezorgd te worden dat het niet in werking treedt vóór de ordonnantie van 4 maart 1993.

Artikel 9.

Men schrijve : "... behoren wordt belast ...".

Slotopmerkingen.

1. Met uitzondering van artikel 1 moeten alle bepalingen van het ontwerp worden genummerd met "Art. 2.", "Art. 3", enz. en niet met "Artikel 2:", "Artikel 3:", enz.

.../...

2. Ieder punt van een opsomming moet eindigen met een puntkomma, niet met een punt. De opmerking geldt voor artikel 1, 2°, artikel 3, 1°, d, 2°, 3°, 5°, en 6°.

3. In de bijlage vervange men de woorden "gekadastreerd of gekadastreerd geweest zijnde" door de woorden "kadastraal bekend of bekend geweest onder".

4. De Nederlandse tekst van menige bepalingen van het ontwerp en van de bijlage is voor verbetering vatbaar. Dienaangaande zijn in dit advies een aantal tekstvoorstellen gedaan.

DV.

- 20 -

L. 22.789/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

F. DELPEREE,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par M. B. JADOT, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. R. HENSENNE, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. B. JADOT, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. R. HENSENNE, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...